
Rapport de stage individuel

4^{ème} année

Assistante chargée de mission
Transition Écologique

Mairie de Salon-de-Provence

305 Avenue Michelet,
13 300 Salon-de-Provence



Tuteur entreprise :

Marie MERLE

Chargée de mission Transition
Écologique

Jeanne LORETTE

UIT

2021-2022

Tuteur académique :

Mathilde GRALEPOIS

Avant-propos

Dans le cadre de ma quatrième année d'ingénieur en génie de l'aménagement et de l'environnement, j'ai effectué un stage de douze semaines à la mairie de Salon-de-Provence. Au service Environnement de la Direction des Espaces Publics et Naturels, j'ai assisté la chargée de mission dans la mise en place de projets de transition environnementale. Ce stage avait pour objectif de mettre en application des connaissances apprises en cours dans une situation professionnelle et de réaliser un ou plusieurs livrables.

Remerciements

Je tiens à remercier ma structure d'accueil, son personnel et tout particulièrement ma tutrice de stage Marie MERLE pour avoir guidé et encadré mon travail. Je remercie également mon enseignante référente Mathilde GRALEPOIS pour son suivi et Pascaline ROBIN pour la gestion administrative des conventions.

Résumé

J'ai réalisé mon stage à la mairie de la ville de Salon de Provence au service Environnement. Face aux enjeux climatiques, la commune souhaite initier des actions de transition écologique. Étant située au sein d'une des régions les plus peuplées et attractives de France, son environnement naturel fait face à une pression foncière et des pollutions diverses. Dans ce contexte, elle a donc initié un atlas de la biodiversité communale (ABC) pour adapter ses aménagements en fonction du diagnostic réalisé. Parallèlement, une commission Environnement a été créée pour mettre en œuvre des projets de développement durable. Pour illustrer cet ABC et communiquer sur les actions de la ville, il m'a été demandé d'élaborer un guide de bonnes pratiques en faveur de la biodiversité à destination des habitants. Ce rapport a ainsi pour objectif d'exposer de manière analytique le livrable et son cahier des charges ainsi que les méthodes et les outils employés pour sa conception. D'autre part, il évoquera les missions secondaires consistant en l'assistance de la chargée de mission pour réaliser les projets de la commission.

Table des matières

| | | |
|-----|--|----|
| 1. | Un stage au sein d'une collectivité..... | 3 |
| 1.1 | <i>Salon de provence : une ville en transition (PLU, 2016).....</i> | 3 |
| 1.2 | <i>La mairie : un acteur local de gestion environnementale.....</i> | 4 |
| 2. | La mission centrale : réalisation d'un guide pratique | 5 |
| 2.1 | <i>Un outil dans le cadre de l'atlas de la biodiversité communale</i> | 6 |
| 2.2 | <i>L'objectif principal du guide : la sensibilisation des habitants.....</i> | 7 |
| 2.3 | <i>L'organisation du travail : une chronologie et un cahier des charges à définir</i> | 8 |
| 3. | Un livrable nécessitant la réalisation d'actions diverses..... | 9 |
| 3.1 | <i>L'organisation des recherches et la création de contenu</i> | 9 |
| 3.2 | <i>Les entretiens avec les acteurs et le travail en transversalité.....</i> | 11 |
| 3.3 | <i>La création d'illustrations : l'exemple du modèle de jardin méditerranéen</i> | 12 |
| 4. | L'assistance de la chargée de mission dans le développement de projets : un aperçu du travail d'agent public..... | 13 |
| 4.1 | <i>Une mise en application de mon projet de fin d'études : la note de sensibilisation sur la pollution lumineuse</i> | 14 |
| 4.2 | <i>Participation aux évènements : le Salon des agricultures et la Fête du Vélo.....</i> | 16 |
| 4.3 | <i>Une formation externe en lien avec la nature en ville.....</i> | 17 |
| 4.4 | <i>Initiation d'un projet de la commission : la note d'intention pour le massif du Talagard</i> | 19 |
| 5. | Retour réflexif sur le stage et la notion de service public | 21 |
| 5.1 | <i>Analyse critique du travail effectué et les difficultés rencontrées.....</i> | 21 |
| 5.2 | <i>Les compétences acquises et la projection professionnelle au sein d'une collectivité ...</i> | 21 |
| | Table des figures | 23 |
| | Bibliographie : | 24 |
| | Annexes..... | 25 |

1. Un stage au sein d'une collectivité

1.1 Salon de Provence : une ville en transition (PLU, 2016)



Figure 1: Ville de Salon-de-Provence (Mairie de Salon-de-Provence, 2022)

La commune de Salon-de-Provence se situe en région PACA, dans le département des Bouches-du-Rhône. C'est l'une des régions les plus attractives et peuplées de France, surtout pendant la période estivale. Considérée comme une ville moyenne, elle comptait 45 400 habitants en 2018 selon le dernier recensement (INSEE, 2022). Sa localisation au bord d'axes autoroutiers importants, la relie aux deux principaux pôles urbains du département formés par Aix-en-Provence et Marseille. D'autre part, elle possède un patrimoine historique et agricole provençal connu dans le monde entier. Le département accueille 8 millions de touristes chaque année (Département Bouches-du-Rhône, 2022). De plus, elle est à proximité de parcs naturels nationaux offrant un patrimoine naturel riche aux morphologies variées, avec le massif des Alpilles au Nord Est, la plaine de Crau à l'ouest et le massif du Talagard à l'Est (figure 2).



Figure 2 : La situation avantageuse de Salon-de-Provence (Mairie de Salon-de-Provence, 2022)

Concentrant 30% de la population de la communauté d'agglomération, elle constitue un pôle d'emplois et d'équipements administratifs et commerciaux sur le département (PLU,

2016). On retrouve la base aérienne de la Patrouille de France ainsi que diverses entreprises telles que deux usines de savons de Marseille. La ville est d'ailleurs parvenue à maintenir un centre-ville dynamique avec de nombreux commerces.

Cependant, sa croissance démographique importante ces dernières années (figure 3) s'accompagne d'une pression foncière et d'une artificialisation massive des sols. La demande de logements et d'infrastructures est de plus en plus forte et menace les espaces agricoles. Malgré tout, son territoire communal ayant une superficie de 7030 hectares conserve une part de 50% de zones agricoles soumises à des directives Natura 2000 (PLU, 2016). De plus, le changement climatique et les préoccupations environnementales avec la hausse des événements météorologiques extrêmes, la contraignent à trouver des solutions et à se tourner vers une gestion plus durable. En effet, les enjeux environnementaux sont nombreux : maintien et amélioration des continuités écologiques, réduction des effets de la canicule en zone urbaine, réduction du risque incendie...

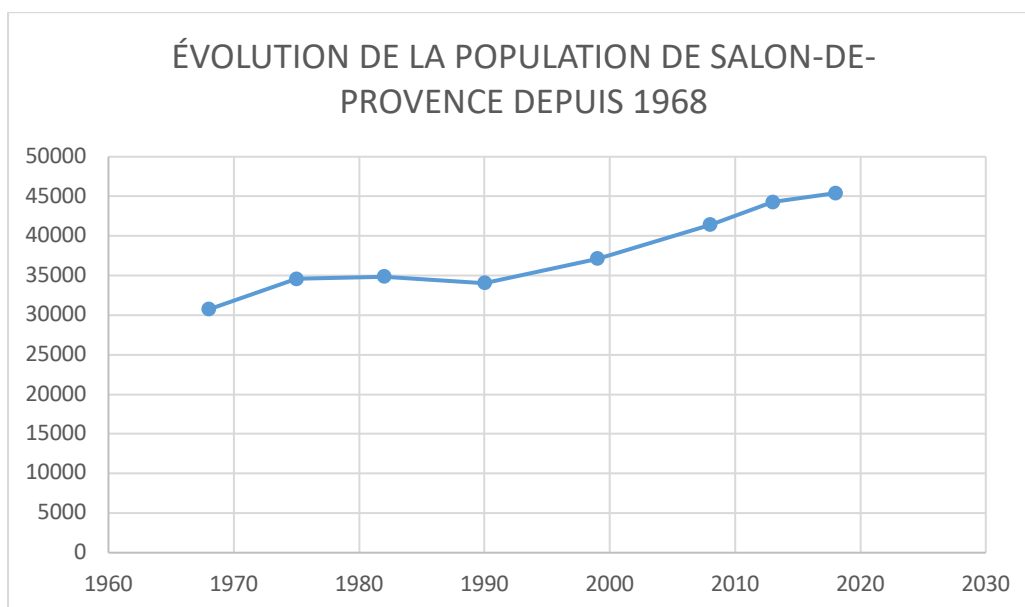


Figure 3 : Évolution de la population de Salon de Provence depuis 1968 (Insee, 2018)

Les acteurs de la collectivité tentent donc aujourd'hui de concilier planification avec les problématiques écologiques et climatiques.

1.2 La mairie : un acteur local de gestion environnementale

Premier échelon de proximité auprès des habitants, les collectivités se sont vu attribuer de nouvelles compétences depuis la loi de décentralisation de 1982. Elles possèdent un domaine d'intervention très vaste, passant par la gestion de leur territoire et l'offre de services à leurs habitants. Malgré leurs orientations politiques, elles doivent répondre aux obligations données par les politiques nationales édictées par l'État. Leur indépendance s'est par ailleurs accompagnée de l'augmentation brutale des dépenses publiques et de la complexification des moyens nécessaires pour gérer leur territoire. La gestion environnementale demande aux communes, de plus en plus de récolte de données et d'expertise. Par ailleurs, elles peuvent être accompagnées par les services déconcentrés de

l'État tels que l'Office National de la Biodiversité ou la DREAL, lorsque des compétences spécifiques sont nécessaires.

Ainsi, la mairie de Salon-de-Provence est constituée de plusieurs échelons hiérarchiques répartis dans les différentes directions. Le service Environnement se situe au sein de la Direction des Espaces Publics et Naturels (DEPN) assurant les fonctions de voirie, de gestion des espaces verts, d'éclairage, de réseaux, de propreté urbaine, d'irrigation... Depuis plusieurs années, la collectivité tente à travers l'ensemble de ses services d'instaurer une gestion plus durable de son territoire et d'améliorer le cadre de vie de ses habitants que ce soit en termes de mobilité douce ou le maintien de l'équilibre entre zones naturelles et urbaines.

Une commission et un service Environnement ont ainsi été créés en 2021 en se basant sur un fonctionnement innovant et coopératif. Les membres de la commission sont des agents, des élus et des associations ayant répondu à un appel à candidature. Le service est représenté par la chargée de mission assurant la réalisation des projets et d'un autre chargé de mission pour l'aménagement cyclable. La première commission s'est déroulée le 2 juillet 2021, pour mener un brainstorming des idées et créer une rencontre entre les acteurs. Une centaine d'idées ont été recensées et ensuite étudiées par la mairie en interne. Les élu(e)s, les agents et le service Environnement, en fonction des opportunités du territoire communal, ont retenu dix projets collaboratifs. Enfin, ils ont été soumis à une consultation en ligne où cinq projets ont été choisis (figure 4).

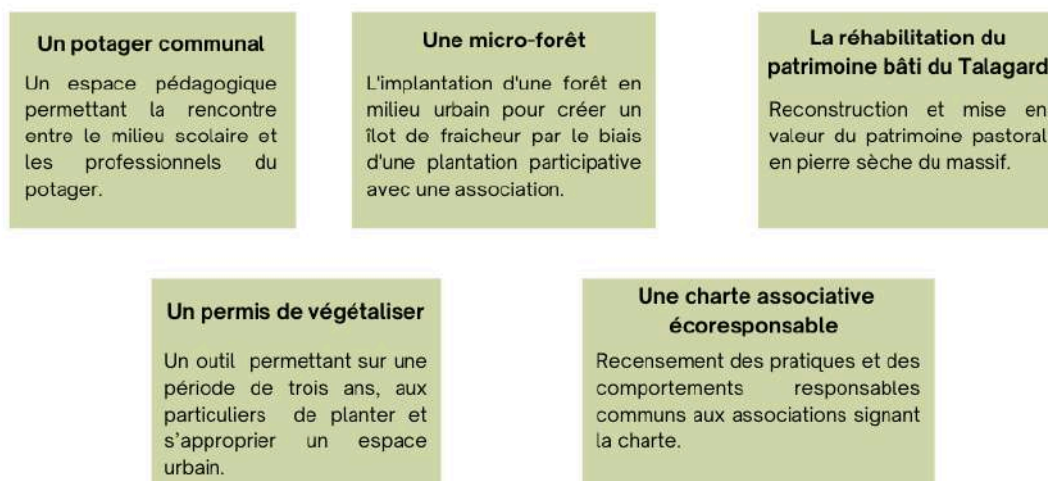


Figure 4 : Les projets de la commission environnement

2. La mission centrale : réalisation d'un guide pratique

Ma mission principale s'est articulée à travers la conception et l'écriture d'un guide de bonnes pratiques en faveur de la biodiversité. Cette mission devait être réalisée en transversalité avec les services internes de la mairie, le bureau d'études, l'élue à l'environnement ainsi que le service Presse et Communication.

2.1 Un outil dans le cadre de l'Atlas de la biodiversité communale



Figure 5 : Logo de l'ABC (Mairie de Salon-de-Provence, 2022)

D'abord, la métropole d'Aix-Marseille-Provence a réalisé sur son territoire supra-communal entre 2018 et 2021 un Atlas de la Biodiversité englobant 92 communes. Ce nouvel outil, mis en place par l'Office Français de la Biodiversité (OFB), recense l'ensemble des espèces présentes sur un territoire donné à l'aide de références bibliographiques et d'inventaires ciblés. Il a pour objectif de lutter contre l'érosion de la biodiversité et d'impliquer les communes dans la gestion de ces problématiques. La synthèse des données et les enjeux majeurs qui en découlent ont été partagés aux acteurs communaux et aux services internes de la Métropole. Dans sa continuité, la ville de Salon a candidaté et a été retenue en 2021 par l'appel à projet « Atlas de la Biodiversité Communale » (figure 5). Il est en partie financé par le projet France Relance du Gouvernement (OFB, 2022). Ainsi, la convention entre la commune et l'OFB est entrée en vigueur le 16 mars 2021, engageant la collectivité à mettre en œuvre un programme d'actions en faveur de la biodiversité.

Ce projet a pour ambition de mener à une meilleure connaissance de la biodiversité locale pour adapter la gestion des espaces et les futurs aménagements urbains en conséquence. En effet, il identifiera les menaces et les enjeux de protection pour des espèces ciblées et servira de support pour sensibiliser les élus, les services communaux et la population. Il s'agit d'un outil transversal comportant un volet technique composé de prescriptions s'intégrant dans le fonctionnement des services de la ville. De plus, il mènera à l'élaboration d'un plan d'action local de la biodiversité et l'obtention du label TEN (territoire Engagé pour la Nature) approuvant les pratiques utilisées par la commune.

L'ABC comporte aussi un volet communication et sensibilisation des publics. Il passe par un plan de communication et un programme événementiel associant les organismes culturels et associatifs. L'adhésion des habitants au projet est essentielle, dans un souci de compréhension de l'intérêt de la biodiversité pour l'homme et d'engagement, mais aussi de justification des dépenses publiques auprès de la population.

2.2 L'objectif principal du guide : la sensibilisation des habitants

Les guides pratiques sont des supports établissant des recommandations en faveur de l'environnement. Dans le cas de la protection de la biodiversité, ils prônent des comportements vertueux pour accueillir et préserver les espèces. Ils peuvent être à destination de plusieurs types de public, que ce soit les acteurs du tourisme, les agriculteurs, les gestionnaires d'espaces publics ou encore les citoyens. De nombreuses villes ont élaboré ce type de guide, mais ils sont généralement tournés autour de la thématique générale du développement durable avec des recommandations éco-citoyennes sur les gestes à avoir en termes de tri et de consommation.

Dans le cas de Salon-de-Provence, il doit s'adresser à l'ensemble des habitants, dans une logique d'être compris et assimilable par tous. Les recommandations doivent, par conséquent, s'adapter à tous les lieux de vie, que ce soit dans un jardin, sur un balcon ou dans les espaces publics. L'objectif est de faire évoluer les pratiques et les modes de vie et de donner des clés de compréhension des enjeux de préservation. De plus, il doit être cohérent avec la biodiversité de la commune et donner des prescriptions adaptées ainsi que des exemples d'espèces pour lesquelles celles-ci seront bénéfiques. Son rôle est aussi d'inviter le public à s'engager à travers des outils de sciences participatives et éducatives. Enfin, des informations sur les actions de la commune en termes de gestion de la biodiversité sont mentionnées, notamment pour montrer que la préservation des écosystèmes est l'affaire de tous et que la commune y participe.

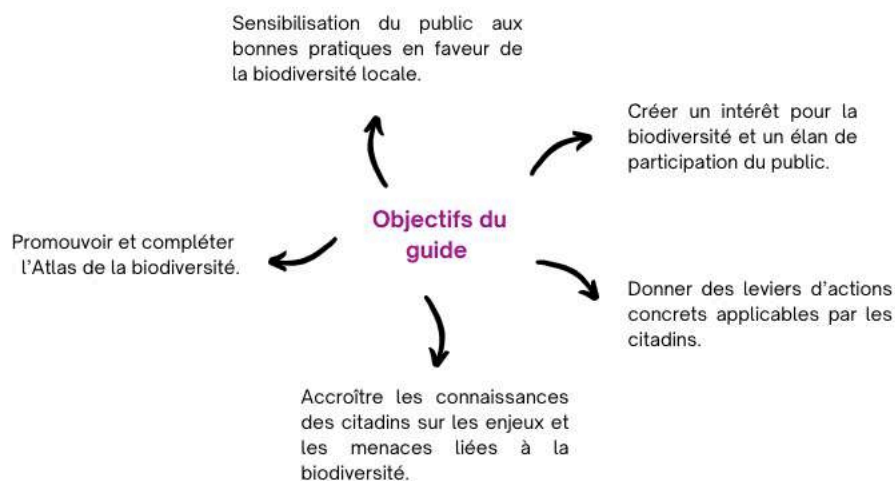


Figure 6 : Les objectifs du guide

2.3 L'organisation du travail : une chronologie et un cahier des charges à définir

Ma mission consistait à élaborer le contenu, la forme, la structure et l'aspect général du guide en prenant en compte les exigences de chaque acteur. Le bureau d'étude a effectué un travail de relecture, d'apport de données et de photos sur quatre taxons répertoriés dans l'atlas. Le service Presse et Communication s'est occupé de la mise en page finale et de l'impression. Une collaboration avec d'autres services internes comme celui des Espaces verts a également eu lieu pour obtenir des renseignements.

J'ai d'abord défini un plan de mise en œuvre pour articuler sa réalisation avec les missions secondaires et respecter les délais imposés. En prenant en compte les différents acteurs entrant en jeu, les livrables et les délais, j'ai donc élaboré un rétro-planning (figure 7) des étapes ainsi qu'un tableau récapitulatif plus détaillé à destination de l'élue et de ma maître de stage (annexe 1).

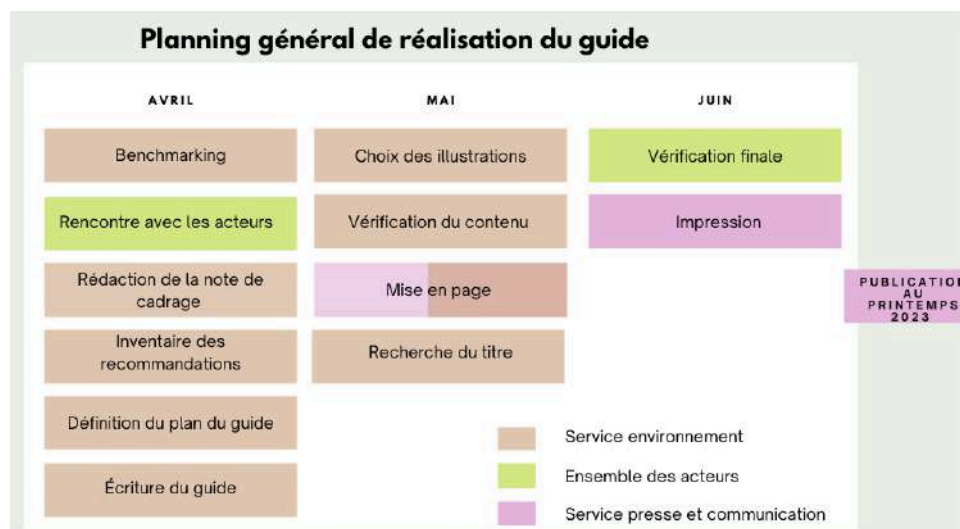


Figure 7 : Rétro-planning pour la réalisation du guide

La réalisation s'est accompagnée d'un envoi régulier de l'avancement du travail au bureau d'étude donnant lieu à des échanges et des conseils. De plus, les phases de vérification ont nécessité plusieurs retours de l'élue en charge et des modifications.

La première étape consistait à réaliser un benchmarking pour m'approprier ce type d'outil. Il avait pour principal objectif de déterminer l'aspect visuel d'un guide, les principales rubriques et les différentes composantes. Il a également permis d'établir une bibliographie des ressources utiles pour écrire les recommandations. J'ai par ailleurs consulté la commission Environnement pour avoir des idées supplémentaires par le biais d'un formulaire en ligne. Ensuite, j'ai identifié la structure générale du guide et défini le cahier des charges avec l'élue pour la rédaction de la note de cadrage.

| <u>Exigences des acteurs</u> | <u>Structure générale</u> |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Entre 15 et 20 pages ; • Publication dans le Salon Mag sous forme de livret au printemps 2023 au moment où biodiversité est la plus visible ; • Code couleur de l'atlas et logos des partenaires ; • A destination des habitants et compréhensible par tous ; • Thématique : protection de la biodiversité salonnaise (lien avec espèces recensées) ; • Promouvoir le pastoralisme de la Crau et l'irrigation gravitaire ; • Faire une page sur la cigale ; • Recommandations précises et simples à réaliser. | <ul style="list-style-type: none"> • Sommaire ; • Définition de la biodiversité, les menaces et pourquoi elle est vitale pour l'homme ; • Les recommandations par rubriques (classification par type d'habitats ou type d'espèces...) ; • Ressources supplémentaires et sciences participatives. |

Figure 8 : Le cahier des charges et la structure générale identifiée

En termes d'organisation, les premières semaines, je me suis concentrée sur les recherches et la réalisation du guide en suivant les étapes du planning. Par la suite, j'ai organisé mon temps de travail en réservant une après-midi par semaine à la rédaction de mon rapport et en jonglant entre le guide et les activités secondaires selon la charge de travail.

3. Un livrable nécessitant la réalisation d'actions diverses

Le livrable et les missions annexes, ont nécessité une certaine polyvalence étant donné la diversité des thématiques abordées.

3.1 L'organisation des recherches et la création de contenu

Tout d'abord, la recherche est indispensable dans la mise en œuvre de projets environnementaux quels qu'ils soient. En effet, il s'agit souvent d'innovations et de connaissances nouvelles auxquelles les collectivités ne sont pas obligatoirement formées et

qui nécessitent la prise en compte de multiples facteurs. De plus, l'apport d'une argumentation est indispensable pour convaincre les élus et influencer les prises de décision. Par conséquent, j'ai fréquemment effectué des recherches sur divers sujets, que ce soit pour le guide, ou la rédaction d'outils d'aide à la décision.

J'ai réalisé de nombreuses recherches naturalistes sur des sujets de botanique, d'espèces emblématiques, de jardinage, d'écosystèmes... Celles-ci m'ont ensuite permis de constituer le plan détaillé du guide (annexe 2) à travers la démarche suivante (figure 9).

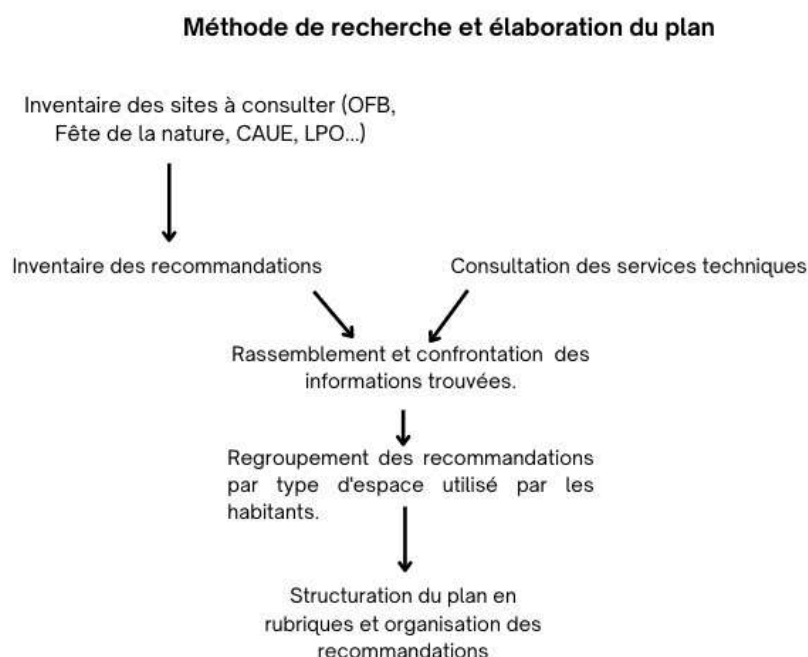


Figure 9 : Méthode de recherche et structuration du plan

Pour la structuration du plan, j'ai classé les recommandations par types d'espaces utilisés par les habitants pour qu'ils identifient plus facilement les lieux où ils peuvent trouver de la biodiversité. Afin de les encourager à les mettre en œuvre, j'ai ensuite précisé les bénéfices ainsi que les outils nécessaires. Une partie pour définir la biodiversité, les menaces auxquelles elle fait face et les services qu'elle nous rend, me semblait également indispensable. D'autre part, j'ai rédigé des fiches sur les espèces inventoriées ainsi qu'une partie sur les milieux naturels présents pour relier le guide à l'environnement naturel de la commune. Enfin, j'ai ajouté des fiches pratiques pour réaliser une prairie, un nichoir à chauves-souris, un hôtel à insectes, des recettes naturelles pour le jardin... Celles-ci avaient pour but de donner des moyens concrets d'action aux habitants pour préserver la biodiversité et rendre le guide plus complet.

Les sources utilisées sont majoritairement issues des bases de données des services déconcentrés de l'État et des sites d'associations spécialisées. Des documents édités par la commune elle-même m'ont fourni certaines données, notamment concernant les démarches

qu'elle entreprend pour le programme Ville Fleurie. Ce label exige des mesures de gestion durables pour maintenir les trois fleurs que détient la ville : le "zéro phyto", la charte de l'arbre, la gestion différenciée, la création d'hôtel à insectes...

Par ailleurs, mes recherches n'ont parfois pas suffi à trouver toutes les informations et des vérifications sur des sujets spécifiques nécessitaient une expertise plus approfondie auprès des acteurs de la mairie.

3.2 Les entretiens avec les acteurs et le travail en transversalité

Au sein d'une collectivité, les domaines d'intervention sont multiples et nécessitent un travail en transversalité entre les services. Ceci permet d'avoir une approche plus globale et de prendre en compte tous les facteurs pour éviter les incompréhensions et les incohérences. De plus, l'intégration de structures extérieures, telles que les associations, permet d'aider la commune dans la mise en œuvre de ses actions. Par ailleurs, au sein des services publics, le fonctionnement est souvent très linéaire et hiérarchisé, ce qui complexifie la collaboration entre les services et la mise en place de projets.

J'ai rencontré et échangé avec des acteurs variés (associations, élus, agents communaux, experts naturalistes...) que ce soit pour la réalisation du guide, les projets de la commission, ou encore le Salon des agricultures. Ces échanges avaient également des objectifs multiples : demande de renseignements, communication de l'avancement ... Concernant le guide, j'ai fréquemment demandé des informations aux services internes de la mairie, surtout celui des Espaces verts. Ensuite, j'ai régulièrement communiqué avec le bureau d'étude chargé de l'ABC, pour obtenir les données sur les espèces de Salon-de-Provence. D'autre part, j'ai participé à des réunions concernant les projets de la commission (organisation de la Fête du Vélo, prospection de terrain pour le potager communal avec l'Urbanisme, Salon des agricultures, ...). Nous avons par exemple fait une réunion de terrain pour le projet de micro-forêt. L'objectif était de faire des repérages et d'identifier la répartition des tâches entre les Espaces verts, l'association et le service Environnement.

Certains entretiens demandent une préparation au préalable pour s'approprier les sujets et obtenir les données nécessaires. Dans le cadre du permis de végétaliser, j'ai réalisé une liste de questions pour un potentiel entretien avec les villes d'Arles ou Aix-en-Provence ayant réalisé un tel projet. L'objectif est d'avoir des informations supplémentaires et un retour d'expérience de ces communes pour répondre aux problématiques que pourrait poser la végétalisation urbaine. En effet, les guides publiés parlent rarement de l'aspect opérationnel et comment gérer la propreté, les conflits avec les marchés, le stationnement... Les réponses permettront donc d'étoffer l'argumentation du dossier qui sera voté en conseil municipal.

Ainsi, j'ai pu constater que le nuancement des propos et l'adaptation du vocabulaire était très important en fonction du type d'acteurs. La réalité de chacun est très différente d'une fonction à une autre. Les élus et le personnel des différents services ne sont pas toujours sensibilisés aux questions écologiques et aux termes scientifiques associés. Pour le guide, il

m'a par exemple été demandé par les élus d'exposer les bienfaits de l'agriculture locale sur la biodiversité pour ne pas pointer du doigt les agriculteurs avec qui des tensions peuvent exister. Cependant, lors de mes recherches, il s'est avéré que le pastoralisme de la Crau permet bien de conserver un état steppique unique, mais cette plaine est peu à peu grignotée par l'urbanisation. La faune et la flore présentes subissent des pressions forte issues de l'agriculture qui n'est pas systématiquement respectueuse de l'environnement. J'ai donc fait le choix de présenter la plaine de la Crau comme un habitat riche en biodiversité qui résulte de la combinaison du pastoralisme et des conditions climatiques, mais sans vanter les bienfaits de l'agriculture sur celle-ci.

3.3 La création d'illustrations : l'exemple du modèle de jardin méditerranéen

Les illustrations sont indispensables pour créer un guide visuel, compréhensible pour tous les publics et attractif. Celles-ci doivent contenir le moins de texte possible tout en gardant suffisamment d'informations pour la compréhension. Cependant, elles doivent être libres de droit ou provenir de la mairie ou du bureau d'étude. Il est donc difficile de trouver directement des images correspondant à tous ces critères, d'autant plus que les communes n'ont pas forcément le personnel et les moyens nécessaires pour les réaliser. Par conséquent, j'ai créé mes propres illustrations en utilisant des outils comme Autocad, Illustrator.... J'ai par exemple représenté un modèle de jardin (figure 10) pour montrer les bons emplacements des plantes en fonction de l'ensoleillement, du type de sol et du vent avec des plantes locales adaptées au climat méditerranéen. En collaboration avec les espaces verts, j'ai d'abord fait une esquisse qui a ensuite été mise en forme sur Autocad par le chargé de mission des Mobilités cyclables.

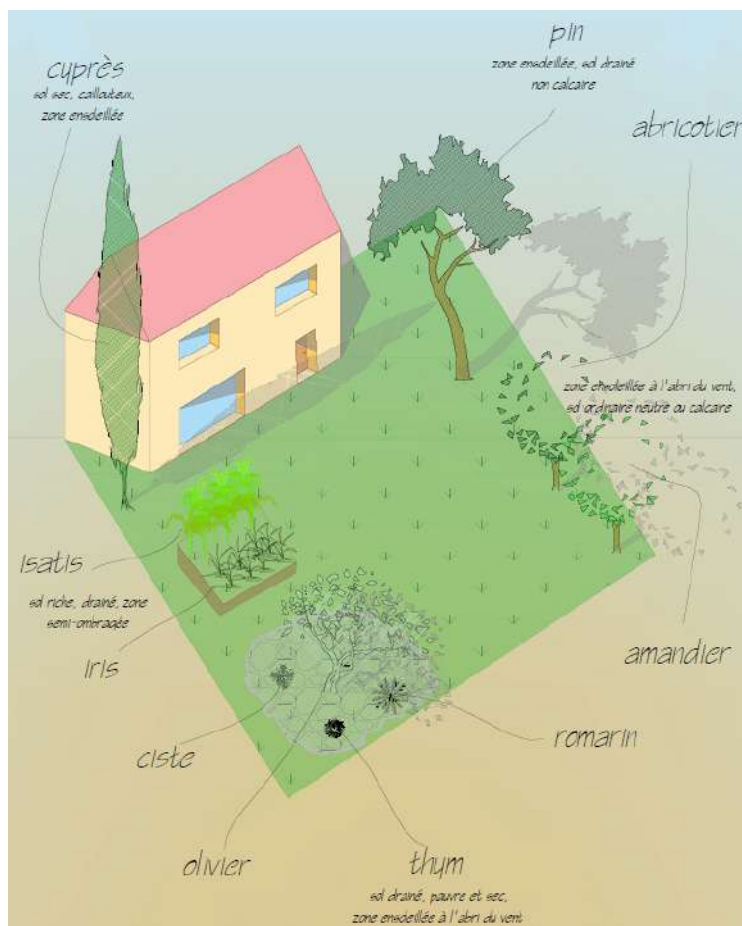


Figure 10 : Le modèle de jardin méditerranéen

Concernant les photos d'espèces, le bureau d'étude m'a fourni une sélection provenant de leur base de données et j'ai utilisé des images issues de l'INPN (Inventaire National du Patrimoine Naturel) après avoir demandé les autorisations nécessaires. Enfin, même si le service Presse et Communication s'est occupé de la mise en page finale, je devais leur proposer l'ergonomie générale du guide. J'ai donc réalisé une première version en respectant le code couleur de l'atlas et en n'oubliant pas de faire apparaître les logos des partenaires qui financent le projet.

4. L'assistance de la chargée de mission dans le développement de projets : un aperçu du travail d'agent public

Mon stage s'est ensuite articulé autour de missions secondaires d'assistance de la chargée mission. Sa principale fonction est de coordonner et de mettre en place des projets environnementaux et de développement durable en concrétisant les idées et les visions des élus. Les tâches sont très variables d'un projet à un autre allant de l'organisation d'événements, la rédaction de documents de cadrage, la planification d'un plan de communication. Par ailleurs, la gestion de projets en collectivité suit une démarche souvent très hiérarchisée qui varie selon le fonctionnement mis en place en interne. De plus, étant donné la dimension politique du pouvoir de décision, il est nécessaire de co-construire les

projets avec les élus. Pour cela, la chargée de mission commence généralement par rédiger une note d'intention pour proposer un projet et les différentes manières de le réaliser. Les échanges avec les acteurs et des recherches permettent de définir la vision des élus. Une fois le cadre rédigé, la partie mise en œuvre peut s'organiser avec la définition d'un planning, les moyens nécessaires, la méthodologie... Enfin, les idées de projets sont issues de la concertation des membres de la commission, mais elle a également un rôle de proposition et de conseil sur tous les sujets touchant à l'environnement.

4.1 Une mise en application de mon projet de fin d'études : La note de sensibilisation sur la pollution lumineuse

Lors d'une réunion de la Direction des Espaces Publics et Naturels, le directeur a mentionné la volonté du maire et des dirigeants de réduire les consommations d'énergie. En effet, au vu des récentes et futures augmentations des prix de l'électricité et du gaz, des millions d'euros doivent être économisés pour compenser cette hausse. Cette problématique est récurrente chez les communes qui peinent de plus en plus à réduire leurs dépenses énergétiques. La principale motivation est cependant la question des coûts et non la volonté de protéger l'environnement. Les actions qui en découlent ne sont donc pas forcément appropriées. Une dizaine d'axes d'économies potentiels ont été cités : l'éclairage public, les stades, les piscines, l'arrosage, les véhicules... Il a aussi été demandé aux services de réfléchir à d'autres idées de réduction.

Dans cette dynamique, il a été mentionné qu'un remplacement de 500 lampadaires serait effectué avec des lanternes LED, moins énergivores. Or, ce type d'éclairage, bien que très performant et présentant de nombreux avantages en termes de flux lumineux, est nocif pour la biodiversité et notre santé. Elles sont très concentrées en lumière bleue et présentent un risque d'éblouissement très fort qui sont deux aspects déconseillés par l'OFB. Le remplacement de ces lampadaires avec d'autres plus performants, pourrait supposer que le nombre et l'intensité utilisée pourraient être diminués, mais cet aspect n'a pas été mentionné. De plus, cette solution repose sur une vision d'économie à court terme qui compense seulement les augmentations actuelles. Des économies généralisées sur l'ensemble de la commune, pourraient être réalisées avec une réflexion sur le parc d'éclairage dans sa globalité. De plus, certains élus ne souhaitent pas éteindre la lumière, la sécurité étant un des axes de leur mandat avec le développement de caméras. Les communes étant soumises à des exigences et des contraintes locales au plus près des habitants, les solutions sont donc réfléchies en termes de coûts immédiats, mais elles s'avèrent plus onéreuses dans le temps.

Ainsi, ayant travaillé pour mon projet de fin d'études sur la mise en place des trames noires et la commune étant en pleine réalisation d'un atlas de la biodiversité, ma tutrice et moi avons suggéré que les économies d'éclairages pouvaient se faire conjointement avec des mesures en faveur de la biodiversité. De plus, les élus souhaitent augmenter le budget d'investissement de ce service pour les années à venir. Par conséquent, nous avons décidé de

de rédiger une note de sensibilisation. Elle avait pour objectif de proposer des prescriptions à intégrer dans les marchés publics plus favorables à la biodiversité et des arguments en faveur de l'extinction en appuyant le fait qu'il n'y a pas de lien établi à ce jour entre l'insécurité et l'éclairage.

Nous avons divisé le travail pour la rédaction et les recherches. J'ai cherché des solutions favorables à la biodiversité applicables dès à présent et d'autres liées à une gestion plus intégrée (figure 11). J'ai utilisé les recommandations d'organismes tels que le CEREMA ou l'OFB qui accompagnent les communes dans ces projets. J'ai ensuite cherché des arguments en faveur de l'extinction, les exemples de villes l'ayant réalisée et leur bilan au vu de la sécurité. Ma tutrice s'est occupée de faire un rappel sur les réglementations en vigueur dans les lois Grenelle ainsi que d'argumenter le lien entre les économies d'énergie et la pollution lumineuse.

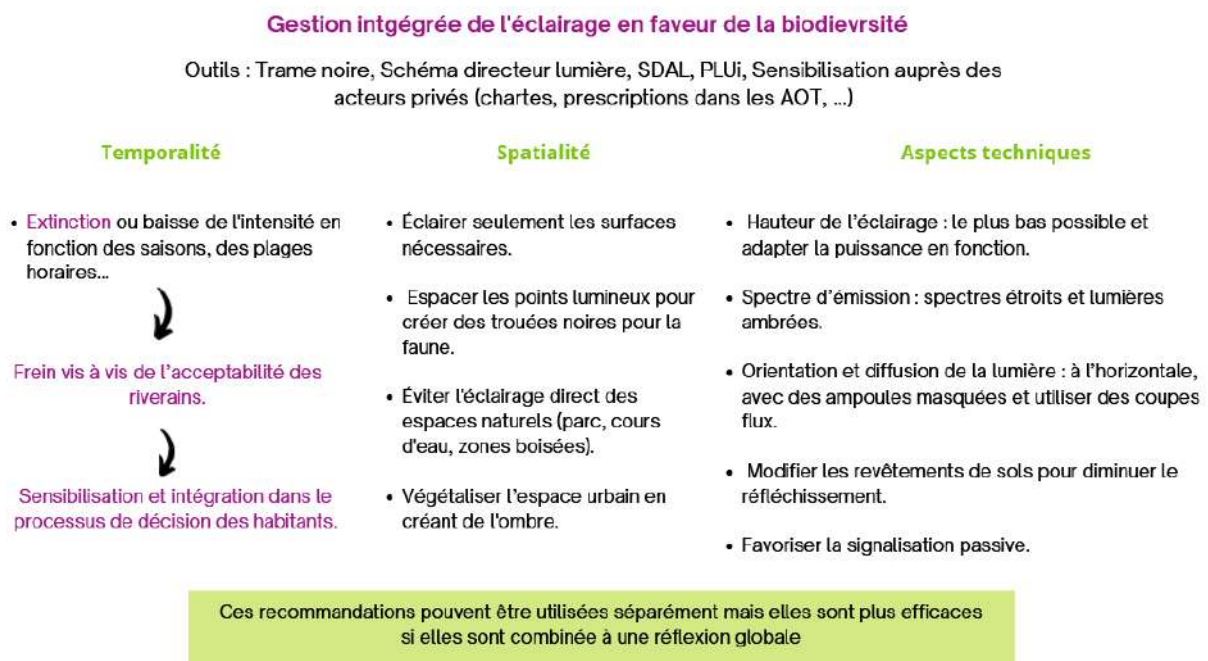


Figure 11 : La gestion intégrée de l'éclairage

Parallèlement, nous avons rencontré le chef du service de l'Éclairage pour connaître ce qui était déjà réalisé sur la commune pour proposer des nouvelles solutions. La collectivité a totalement supprimé les éclairages à mercure et en forme de boules. Les systèmes vétustes sont remplacés quand ils tombent en panne par des LED blanches, sauf au centre-ville où des contraintes de patrimoine sont imposées. Ils utilisent aussi des horloges astronomiques pour couper l'éclairage en fonction de l'heure ou de la quantité de jour. Des projets à l'échelle d'axes routiers ou de quartiers sont aussi menés pour augmenter l'efficacité énergétique. Le service essaye d'uniformiser et de se limiter à 8 modèles différents pour faciliter le changement des pièces et l'entretien.

Enfin, nos recherches ont montré que malgré les effets néfastes des LED blanches, celles-ci représentent aujourd'hui l'outil le moins coûteux et le plus performant pour les communes. Les LED ambrées sont moins nocives, mais plus onéreuses et produisent un éclairage moindre. La ville applique déjà certaines recommandations que nous avons recensées, mais elles ne sont pas encore généralisées notamment pour des questions budgétaires. Nous avons donc conclu que la solution la plus économique et efficace à la fois pour la biodiversité et les économies d'énergies reste l'extinction et de penser l'éclairage en étudiant les usages, l'environnement urbain à travers un schéma global de l'éclairage. D'autre part, la commune étant dans une démarche d'atlas de la biodiversité, la réalisation d'une trame noire ou d'une réflexion autour des secteurs à enjeux pourrait être en cohérence avec celui-ci.

4.2 Participation aux événements : le Salon des Agricultures et la Fête du Vélo

L'organisation d'événements est l'occasion pour la collectivité de communiquer auprès de ses habitants sur ses actions, mais aussi de les impliquer dans les projets. C'est une démarche de plus en plus plébiscitée, car elle permet une prise en compte des usages, une meilleure compréhension et acceptation des opérations d'aménagement. D'autre part, ils permettent une certaine visibilité, favorables en termes d'opinion publique et de justification des dépenses auprès de la population. Enfin, ils permettent de renforcer les liens avec les associations, qui peuvent être très utiles en termes d'apport de compétences et de personnels pour accompagner la collectivité.

J'ai participé à certaines réunions d'organisation et notamment aux retours d'expériences de ces événements. La coordination des acteurs pour assurer la sécurité et le bon déroulement est crucial, d'autant plus que la mairie et surtout le maire a un rôle de police, de salubrité, de sécurité et de tranquillité publique. Les retours d'expériences permettent de soulever les points à améliorer, les problèmes rencontrés et les initiatives à conserver. Le manque de moyens est un élément qui est revenu à plusieurs reprises, pour attirer plus de participants grâce à une communication plus conséquente et des animations plus vivantes. De plus, la volonté politique de la ville est de conserver un grand nombre d'animations surtout en période estivale, les événements de sensibilisation sont donc plus difficiles à mener et à coordonner en termes de partage des installations et de matériel.

4.2.1 La Fête du Vélo

La Fête du Vélo intervient dans le cadre de la conception d'un schéma directeur vélo. En partenariat avec le Département, la ville souhaite créer une liaison cyclable avec la commune de Pélissanne, dans la suite du schéma publié par la métropole. Il est réalisé avec un bureau d'étude pour faire un diagnostic concernant les mobilités cyclables et proposer des

pistes de développement possibles. De nombreuses collectivités se lancent dans ce type de projet, pour répondre aux enjeux de pollution atmosphérique et de mobilité douce. Depuis, la crise de la Covid, le vélo prend une place de plus en plus importante que ce soit dans le tourisme, les trajets quotidiens ou la pratique pour le loisir et le sport. Cet événement s'inscrit dans le volet sensibilisation aux mobilités cyclables à travers plusieurs stands. Il a mobilisé de nombreux types d'acteurs avec la police municipale, des associations environnementales et cyclables, la métropole... Cette année, cet événement a été jumelé à des activités autour de la biodiversité et un stand expliquant la démarche de l'atlas.

4.2.2 Le Salon des Agricultures

Depuis quelques années, la ville héberge le Salon des Agricultures accueillant le public à découvrir plus de 200 exposants. La mairie possède un stand avec le service des Espaces verts présentant leur gestion et un atelier de rempotage. Le service Environnement a proposé, en partenariat avec le CPIE et le bureau d'étude Ecotonia, des jeux éducatifs sur la biodiversité, une animation sur les pollinisateurs et une explication du projet de l'ABC. J'ai participé à la journée dédiée à l'accueil des scolaires en aidant ma tutrice à l'installation du stand et la coordination des différents acteurs et groupes présents sur les activités. J'ai ainsi pu échanger avec des professionnels représentant d'autres types de structures.

4.3 Une formation externe en lien avec la nature en ville

La gestion des plantes envahissantes fait partie des missions d'une collectivité qui doit assurer la salubrité publique. Le service des Espaces verts réalise régulièrement des formations, en prévision pour pouvoir gérer ces problématiques avec des méthodes appropriées.

J'ai eu l'occasion d'assister à une formation sur l'ambrosie. Elle a été dispensée par l'Observatoire de l'Ambrosie avec l'association de protection de l'environnement FREDON France. Ils interviennent auprès des collectivités sur des questions de santé du végétal, les bonnes pratiques de gestion, la protection de la santé humaine, l'adaptation au changement climatique.

L'ambrosie est une plante envahissante exotique, soit une plante introduite de l'étranger qui s'est adaptée aux conditions environnementales et qui colonise l'espace au détriment des autres espèces. De plus, sa progression n'est pas stoppée, car elle ne possède aucun prédateur, ni régulateur. Le problème est d'autant plus complexe qu'elle se développe dans presque tous les types de milieux et progresse sur le territoire français.



Figure 12 : Ambrosie à feuilles d'Armoise (Observatoire de l'ambrosie, 2022)

Par ailleurs, elle n'est aujourd'hui pas considérée comme invasive au niveau de la réglementation, aucune sanction ou décret oblige sa gestion. En France, quatre espèces sont présentes, mais trois d'entre-elles ont des effets sur la santé humaine. Les enjeux sont multiples car elle est très allergène et représente un coût sanitaire de plus en plus important. De plus, elle ruine les récoltes agricoles et cause des conflits d'usages entre les acteurs vis-à-vis de sa gestion, étant donné qu'elle n'est pas réellement encadrée.

Sa reconnaissance est complexe car elle ressemble à d'autres plantes et présente des multiples formes en fonction de son stade de croissance. D'autre part, selon la période, deux problématiques pour les collectivités se dégagent : les allergies au pollen sur la période de floraison d'août à septembre et la semence des graines en octobre.

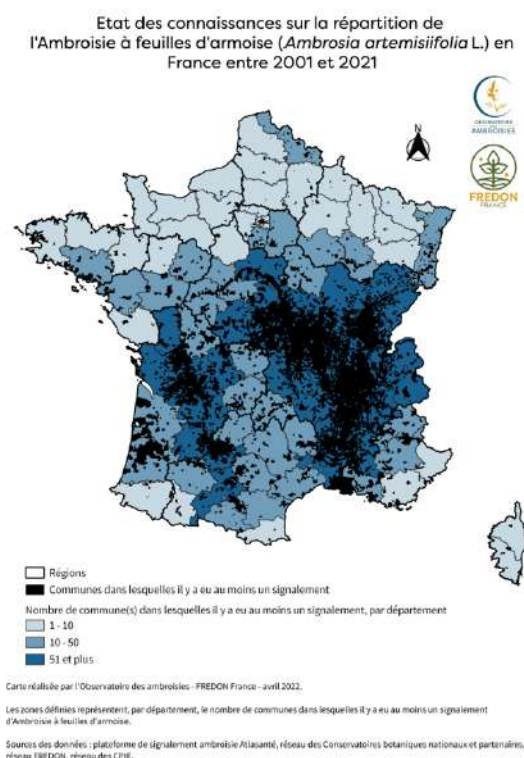


Figure 13 : La répartition de l'ambrosie (FREDON France, 2022)

Cette plante n'a pas encore été recensée sur le territoire de la commune, mais elle progresse dans les départements alentours. Les collectivités peuvent désigner un référent territorial chargé de la surveillance et de la mise en œuvre de mesures. En fonction du milieu considéré (bords de routes, parcelles agricoles, trottoirs) et du degré d'envahissement, les types de gestion peuvent varier : arrachage manuel, lutte biologique à l'aide de pâturage, désherbage mécanique ou thermique.

4.4 Initiation d'un projet de la commission : la note d'intention pour le massif du Talagard



Figure 14 : Patrimoine bâti du Talagard (Mairie de Salon-de-Provence, 2022)

Salon de Provence possède une parcelle communale sur le massif du Talagard. La commission Environnement a élu un projet de réhabilitation de celle-ci.

Elle est constituée d'un espace naturel offrant des possibilités récréatives aux touristes et aux habitants. Situé à la sortie de la ville, le massif compte quatre sentiers de randonnée (figure 15) et possède un patrimoine historique bâti témoignant de l'activité pastorale, valorisé par des panneaux d'informations. Cependant, sa dégradation dans le temps pousse la commune à remettre en valeur cette parcelle. Une demande forte des touristes et des Salonais est observée pour mettre à jour le jalonnement des sentiers et les aménagements présents. D'autre part, le maintien des constructions en pierre sèche répondent à plusieurs enjeux :

- Limitation de l'artificialisation des sols
- Modification du paysage de manière légère
- Rétention de l'eau
- Abris pour la biodiversité

- Construction durable

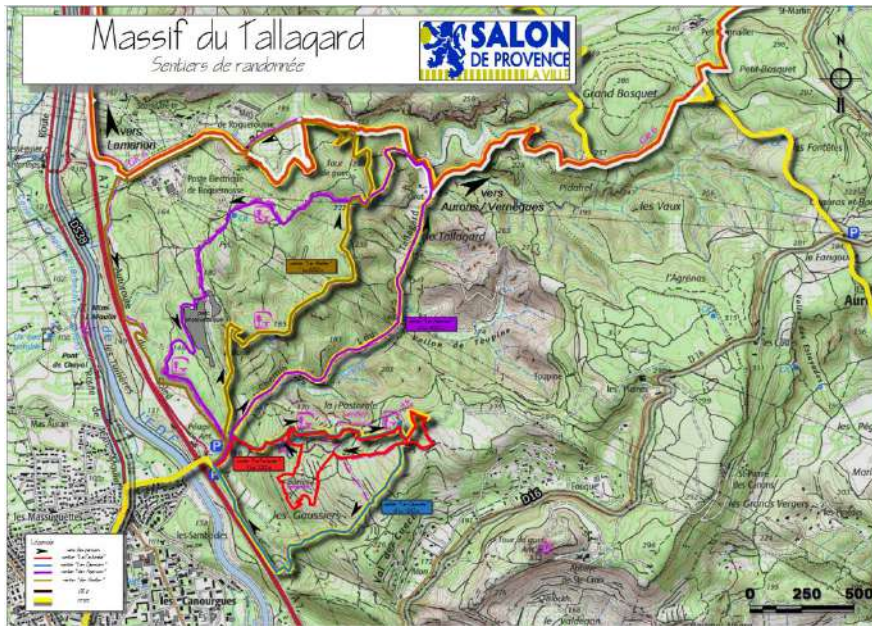


Figure 15 : Cartographie des sentiers du massif du Talagard (Mairie de Salon-de-Provence, 2022)

Un travail commun avec l'Office du tourisme a donc été initié pour proposer des solutions et une première phase a été mise en œuvre concernant la signalétique. Une deuxième phase a été proposée s'articulant autour de trois axes : patrimoine bâti, patrimoine naturel, activités sportives.

J'ai donc été sollicitée pour réaliser une note d'intention de projet constituée de propositions de réhabilitation à l'intention des élus en me concentrant sur l'axe du patrimoine bâti. L'objectif était de poser le cadre du projet pour pouvoir débattre avec les élus et construire le projet lors d'une réunion.

Tout d'abord je me suis renseignée sur l'état général du site. Le patrimoine en pierre sèche du Talagard participe à l'identité du paysage salonais. On retrouve des bories, des fermes, des murets, des terrasses, un pavillon de chasse... Sur le chemin de la Pastorale, un des plus empruntés, les bories (maisons de berger) sont en bon état. Par ailleurs, les deux bâtiments emblématiques de ce sentier sont détruits et inaccessibles pour le public. Ceux-ci nécessitent d'être mis en valeur par leur rénovation et leur sécurisation. De plus, les panneaux d'information présentent plusieurs points d'amélioration (QR code invalide, ancien logo, défaut de placement ...).

Après avoir pris connaissance du contexte, mes propositions se sont orientées vers deux types d'actions de mise en valeur : la rénovation du patrimoine bâti emblématique et l'harmonisation des panneaux d'information. J'ai défini le contexte, les objectifs généraux et le public visé de ce projet... Puis, pour les deux types d'aménagements, j'ai détaillé la mise en œuvre possible avec les parties prenantes, les objectifs ciblés, les étapes de réalisation, la gouvernance, les acteurs mobilisables... Pour la reconstruction, j'ai proposé une démarche de collaboration avec le tissu associatif et les habitants au travers des chantiers participatifs, d'insertion ou de chantiers jeunes. Des recherches approfondies sur l'organisation de ce type de projet ont été nécessaires notamment sur leur financement. J'ai également cité des

exemples déjà réalisés aux alentours pour appuyer mon argumentation. Ce type de chantier rassemble des bénévoles autour de la réalisation d'un projet à but non lucratif pour rénover ou reconstruire des éléments de patrimoine. Ils permettent de développer des projets et de diminuer les coûts de mise en œuvre. Par ailleurs, malgré leur émergence progressive, de nombreuses collectivités abandonnent ces projets car elles sont confrontées à une gestion très complexe étant donné la multiplicité des acteurs.

Ainsi, j'ai terminé la note et le diaporama qui seront utilisées comme support par la chargée de mission pour animer une réunion avec les élus dans les mois à venir.

5. Retour réflexif sur le stage et la notion de service public

Au cours de ce stage, j'ai pu travailler autour de nombreuses thématiques et missions diverses. Dans un cadre professionnel, il m'a permis d'acquérir et de renforcer mes compétences en découvrant le fonctionnement d'un service public local.

5.1 Analyse critique du travail effectué et les difficultés rencontrées

Tout d'abord, je suis parvenue à terminer le guide dans les temps malgré les échanges et les demandes d'informations qui ont ralenti l'avancement. Je n'ai pas rencontré de réelles difficultés dans l'écriture de celui-ci étant donné que je disposais d'une base de connaissances et que les services techniques sont eux aussi formés sur certains de ces sujets. Cependant, la création d'illustrations et la mise en page sont des tâches qui m'ont demandé plus de temps, car elles nécessitent une bonne maîtrise de l'outil informatique. De plus, pour la rédaction, j'ai dû adapter mon vocabulaire au public visé et être le plus synthétique possible. J'ai su organiser mon travail pour faire des retours réguliers et coordonner les activités secondaires avec la création du guide. Par ailleurs, une meilleure anticipation pour demander les informations dont j'avais besoin m'aurait peut-être permis de réduire l'attente de retours.

Pour les autres travaux, les difficultés rencontrées sont similaires. Concernant mon travail sur le massif du Talagard, il m'a demandé plus de réflexion car il impliquait l'intégration des élus dans le processus de décision et non pas de proposer un projet « clé en main ». Plus encore, je n'avais que peu de connaissances concernant les questions de patrimoine et de rénovation participatives. Je me suis adaptée en effectuant de nombreuses recherches. Enfin, une première phase de projet étant en cours de réalisation, ceci a complexifié la compréhension des objectifs et le contexte du projet.

5.2 Les compétences acquises et la projection professionnelle au sein d'une collectivité

Ce stage m'a donné un aperçu du travail de chargée de mission au sein d'une collectivité et de la notion d'intérêt général qui guide les actions d'un organisme public.

J'ai essentiellement travaillé sur des missions relatives à la biodiversité et la gestion de projets environnementaux urbains. J'ai ainsi pu découvrir les outils, les documents ainsi que les méthodes pour mettre en place des projets avec des moyens limités et des contraintes urbaines fortes. Ceci m'a permis de mieux comprendre la complexité de mener des projets de ce type et notamment les points de blocage qui freinent considérablement l'avancement.

Les méthodes de gestion de projets apprises en classe ne sont pas systématiques dans ces structures, fonctionnant encore par des approches linéaires et très hiérarchisées. La transversalité entre les services, pourtant essentielle pour mener des projets environnementaux à l'échelle d'une commune, est très peu appliquée. De plus, la volonté politique influe énormément sur les travaux menés par les services techniques. En effet, elle décide du niveau de service exigé en termes de propreté, d'éclairage... Les élus constituent le pouvoir décisionnaire de chaque projet. Enfin, l'aspect financier et la pression électorale sont également des difficultés supplémentaires. Ils forcent souvent les communes à réaliser des projets à courts termes plutôt que dans une vision intégrée et sur une échelle de temps plus longue.

En réalisant le livrable de manière autonome, j'ai pu organiser les différents temps de travail. De nombreuses compétences ont été acquises que ce soit dans l'autonomie, l'adaptation, la conception de solutions ... J'ai acquis des compétences en termes de gestion de projet et de protection de la biodiversité. A travers les projets de la commission et l'Atlas de la biodiversité, j'ai pu découvrir un large panel de solutions pour intégrer la nature en ville et les contraintes que cela implique. J'ai réalisé des supports renforçant mes compétences rédactionnelles et informatiques à travers la création du guide, des illustrations et de la mise en page. De plus, j'ai réalisé de nombreuses recherches sur des sujets variés (patrimoine, projets participatifs, éclairage d'une commune...) consolidant mes connaissances. Enfin, j'ai eu l'occasion d'échanger avec des acteurs multiples et dans des situations diverses ce qui m'a permis d'améliorer mes compétences de communication écrites et orales.

Les sujets traités m'intéressent et sont directement reliés à mon option ADAGE. Elle a pour finalité de mener à des postes tels que celui de chargé de mission au sein d'une collectivité. Ce type de poste pourrait m'intéresser, cependant j'aimerais découvrir par la suite le fonctionnement d'une structure privée pour développer des compétences d'expertise un peu plus approfondies.

Tables des figures

| | |
|--|----|
| Figure 1: Ville de Salon-de-Provence (Mairie de Salon-de-Provence, 2022) | 3 |
| Figure 2 : La situation avantageuse de Salon-de-Provence (Mairie de Salon-de-Provence, 2022)..... | 3 |
| Figure 3 : Évolution de la population de Salon de Provence depuis 1968 (Insee, 2018) | 4 |
| Figure 4 : Les projets de la commission Environnement..... | 5 |
| Figure 5 : Logo de l'ABC (Mairie de Salon-de-Provence, 2022) | 6 |
| Figure 6 : Les objectifs du guide..... | 8 |
| Figure 7 : Rétro-planning pour la réalisation du guide..... | 8 |
| Figure 8 : Le cahier des charges et la structure générale identifiée | 9 |
| Figure 9 : Méthode de recherche et structuration du plan..... | 10 |
| Figure 10 : Le modèle de jardin méditerranéen | 13 |
| Figure 11 : La gestion intégrée de l'éclairage | 15 |
| Figure 12 : Ambroisie à feuilles d'Armoise (Observatoire de l'ambroisie, 2022) | 18 |
| Figure 13 : La répartition de l'ambroisie (FREDON France, 2022) | 18 |
| Figure 14 : Patrimoine bâti du Talagard (Mairie de Salon-de-Provence, 2022) | 19 |
| Figure 15 : Cartographie des sentiers du massif du Talagard (Mairie de Salon-de-Provence, 2022)..... | 20 |

Bibliographie :

Ambroisie Risque, 2022. *Ambroisie Risque* [en ligne]. Disponible sur : <<https://ambroisie-risque.info/ou-se-trouve-lambroisie-en-france/>> (consulté le 17 juin 2022)

Dossier complet – Commune de Salon-de-Provence (13103) | Insee, 2022. *Insee.fr* [en ligne]. Disponible sur : <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-13103>> (consulté le 5 juin 2022)

Mairie de Salon-de-Provence. Plan local d'urbanisme [en ligne]. Disponible sur : <https://www.salondeprovence.fr/wp-content/uploads/2021/06/1a_201603022_salon_plu_2016-min.pdf> consulté le 5 juin 2022)

Office français de la biodiversité, 2022. *Ofb.gouv.fr* [en ligne]. Disponible sur : <<https://www.ofb.gouv.fr/>> (consulté le 5 juin 2022)

Le Tourisme en chiffres, 2022. *Departement13.fr* [en ligne]. Disponible sur : <<https://www.departement13.fr/nous-decouvrir/le-tourisme-en-chiffres/>> (consulté le 20 mai 2022)

Ville de Salon-de-Provence, 2022. *Salondeprovence.fr* [en ligne]. Disponible sur : <<https://www.salondeprovence.fr/>> (consulté le 20 mai 2022)

Annexes

Annexe 1 : Tableau des étapes de réalisation détaillées

| N° étapes | Étapes | Description | Acteurs |
|-----------|--|---|---|
| 1 | Benchmark | Aperçu de l'aspect général d'un guide, les principales rubriques et les différentes composantes. Lecture et recensement des recommandations pour protéger la biodiversité ainsi que les ressources complémentaires à consulter comme des sites de sciences participatives. Classer les recommandations par thèmes pour pouvoir identifier les rubriques du guide. | Jeanne |
| 2 | Rencontre avec les acteurs | Définir les attendus de chaque acteur, l'objectif du guide, le support de publication... | Ecotonia, Élus, Service Presse et Communication |
| 3 | Rédaction de la note de cadrage | Définition des caractéristiques du guide (cible, format, les thématiques...), les objectifs, les outils ... | Jeanne |
| 4 | Définition du plan du guide | Élaboration du plan détaillé avec les différentes rubriques. | Ecotonia, Jeanne |
| 5 | Recherche du titre | Recherche du titre | Jeanne, Ecotonia |
| 6 | Écriture du guide | Rédaction des rubriques | Jeanne, Ecotonia |
| 7 | Vérification avec le bureau d'étude | Vérification du contenu | Ecotonia, Marie, Jeanne |
| 8 | Choix des illustrations | Schémas explicatifs, photos | Ecotonia, Service Presse et Communication |
| 9 | Mise en page | Envoyer le contenu au service Presse et Communication et leur donner les instructions sur l'aspect visuel global voulu. | Service Presse et Communication |
| 10 | Impression | Impression du guide | Service Presse et Communication |
| 11 | Publication | Publication du guide sur les différents supports | Service Presse et Communication |

Annexe 2 : Plan final du guide

Édito, Madame Alexandra GOMEZ-NAL adjointe à l'environnement, au développement durable et à la politique cyclable

Partie introductive :

- La cigale, emblème de l'Atlas de la Biodiversité Communale
- Qu'est-ce-que la biodiversité ?
- Quels sont les différents habitats présents à Salon de Provence ? Quelles sont les menaces qui pèsent sur la biodiversité ? Pourquoi avons-nous besoin de la biodiversité ?

Dans son jardin ou sur son balcon

- Créer des lieux d'accueil diversifiés
- Adopter une tonte et une coupe raisonnée
- Fiche pratique : semer une prairie
- Fiche pratique : fabriquer un hôtel à insectes
- Aider la biodiversité à surmonter l'hiver et la canicule
- Fiche espèce : le moineau Friquet
- Fiche pratique : fabriquer des boules de graisse pour les oiseaux
- Des plantes locales, adaptées au climat salonnais

Autour de la maison

- Réduire l'impact de l'éclairage sur la biodiversité nocturne
- Fiche espèce : le Molosse de Cestoni
- Abriter la biodiversité des prédateurs
Anticiper les collisions avec les surfaces vitrées
Fiche pratique : fabriquer un nichoir à chauve-souris

Dans son potager

- Protéger et entretenir le sol
- Ne pas utiliser des produits phytosanitaires
- Fiche pratique : éloigner les nuisibles avec des solutions naturelles
- Observer et veiller au bien-être des plantes
- Fiche espèce : le papillon Diane

Dans les parcs & jardins communaux

- Déranger le moins possible la biodiversité et respecter ses lieux de vie
- Fiche espèce : la couleuvre de Montpellier
- Les pratiques de gestion communales

Les ressources

- Les sciences participatives
- Les ressources éducatives



POLYTECH
TOURS

35 ALLÉE FERDINAND DE LESSEPS
37200 TOURS

Jeanne LORETTE
2021-2022

Assistant chargée de mission transition écologique : conception d'un guide pratique en faveur de la biodiversité

Résumé : J'ai réalisé mon stage à la mairie de la ville de Salon de Provence au service Environnement. Face aux enjeux climatiques, la commune souhaite initier des actions de transition écologique. Étant située au sein d'une des régions les plus peuplées et attractives de France, son environnement naturel fait face à une pression foncière et des pollutions diverses. Dans ce contexte, elle a donc initié un Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) pour adapter ses aménagements en fonction du diagnostic réalisé. Parallèlement, une Commission Environnement a été créée pour mettre en œuvre des projets de développement durable. Pour illustrer cet ABC et communiquer sur les actions de la ville, il m'a été demandé d'élaborer un guide de bonnes pratiques en faveur de la biodiversité à destination des habitants. Ce rapport a ainsi pour objectif d'exposer de manière analytique le livrable et son cahier des charges ainsi que les méthodes et les outils employés pour sa conception. D'autre part, il évoquera les missions secondaires consistant en l'assistance de la chargée de mission pour réaliser les projets de la commission.

Mots Clés : biodiversité, nature en ville, gestion de projet, collectivité, environnement

Entreprise :

Mairie de Salon-de-Provence
305 Avenue Michelet,
13 300 Salon-de-Provence

Tuteur entreprise :

Marie MERLE
Chargée de mission Transition Écologique

Tuteur académique :

Mathilde GRALEPOIS